

Certains députés parlent d'emprunter pour s'en sortir, ainsi que divers pays ont tenté de le faire. Qu'ils réfléchissent un peu à ce qu'ils disent et qu'ils voient où cela mènerait le Canada. Pas étonnant qu'il n'y ait qu'une poignée de députés néo-démocrates et libéraux à la Chambre. Les Canadiens en ont eu assez de les voir emprunter pour s'en sortir. Ils savent bien que c'est impossible. Autant essayer de s'en tirer à la force du poignet. Qu'on essaie. C'est impossible. C'est ce que le NPD a tenté de faire pendant des années. Le parti libéral s'y est employé tant qu'il a formé le gouvernement. Que s'est-il passé? Les intérêts n'ont pas cessé d'augmenter au point que tout enfant qui naît au Canada est déjà endetté. Chaque petit Canadien a pour environ \$6,000 de dettes à sa naissance que lui ont légués les libéraux avec l'appui des néo-démocrates.

Mme Mitchell: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député est-il conscient d'employer un langage sexiste et de faire de la discrimination à l'endroit des filles en parlant ainsi?

M. Taylor: Je vais parler de discrimination, monsieur le Président. Ce sont les néo-démocrates et les libéraux qui font de la discrimination à l'endroit des filles, parce que les petites Canadiennes aussi ont leurs \$6,000 de dettes à la naissance. C'est nous qui nous intéressons au sort des bébés, filles ou garçons, des arriérés mentaux, des personnes handicapées ou âgées. Nous allons le faire. Les mesures annoncées dans notre exposé économique et dans le discours du trône vont augmenter la productivité et les emplois et nous procurer davantage d'argent pour offrir des programmes sociaux à ceux qui en ont vraiment besoin et non aux autres.

Les Canadiens ont entrevu le bout du tunnel. Ils ont inscrit leur X à côté des noms de 211 membres du parti progressiste conservateur parce qu'ils souhaitaient un changement. Ils voulaient un nouveau gouvernement qui voit les choses d'un œil neuf. Ils ne voulaient plus emprunter pour payer les dettes. Ils voulaient que nous commencions à payer nos dettes comme toute famille respectable.

Je ne comprends pas la façon de penser du NPD et du parti libéral. Ils s'imaginent qu'ils peuvent emprunter encore et toujours, indéfiniment. Les particuliers ne peuvent pas se le permettre. Ils finiraient par perdre leur maison, leur ferme et tous leurs biens. On n'emprunte pas pour se sortir de ses dettes, et nous ne tenterons pas de le faire. Nous allons accroître la productivité. Nous aurons plus d'emplois pour les gens. Nous allons payer nos dettes et un jour nous débarrasser de ce déficit, la dette publique. C'est l'héritage que nous voulons léguer aux filles, garçons, hommes et femmes du Canada. Notre chef a un rêve. Les progressistes conservateurs rêvent d'un nouveau pays, où tous, de l'Atlantique au Pacifique, du 49^e parallèle à l'Arctique, de quelque couleur ou croyance qu'ils soient, seront heureux. Nous aurons une économie florissante et nous partagerons nos richesses avec les démunis de la terre. J'admire cette façon de penser.

Je voudrais parler d'un ou deux problèmes locaux. J'ai été scandalisé de voir le gouvernement libéral laisser se perpétuer, mois après mois, sans rien y faire, le problème de l'importation du bœuf. Il n'a rien fait. Il s'est croisé les bras sans intervenir pendant huit mois. Voyez les quantités de bœuf qui sont

entrées au Canada dans l'intervalle: 145.1 millions de livres de bœuf, principalement d'Irlande. Ce produit n'a pas été importé à de justes conditions de marché. Le gouvernement irlandais le subventionnait jusqu'à concurrence de 38.5c. la livre. Les pauvres Irlandais ont payé de leur poche pour qu'il y ait dumping de bœuf au Canada.

● (1750)

Notre gouvernement a laissé faire sans rien dire. Quels ont été les conséquences pour notre industrie? Notre secteur de l'élevage en a presque été détruit. Quelles ont été les conséquences pour nos voisins du Sud et pour l'Australie qui auraient dû se partager une partie du quota? Nous avons acquis une très mauvaise réputation.

Les Américains ont bien raison de dire que nous voulons exporter chez eux mais que nous ne tolérons pas l'importation de bœuf américain au Canada. Non. Nous en laissons faire le dumping à un prix subventionné. Ces importations ont nui à notre industrie et causé du tort à nos meilleurs partenaires, les États-Unis et l'Australie.

De quel moyen le gouvernement disposait-il pour s'attaquer au problème? Nos vis-à-vis ne peuvent affirmer qu'il n'y pouvait rien. Un certain nombre de députés de notre parti ont fait pression sur le gouvernement quand nous siégeons de l'autre côté. Nous lui avons demandé d'invoquer les dispositions de la loi anti-dumping. Le gouvernement n'a rien fait jusqu'au mois d'août, jusqu'au moment où le ministre de l'Agriculture a enfin compris. Il a alors dit qu'il fallait faire quelque chose parce que nous étions en train de ruiner nos rapports avec nos bons voisins et d'anéantir l'industrie de l'élevage au Canada. Voilà ce que nous faisons. Et le ministre a demandé au tribunal anti-dumping d'examiner la situation.

Permettez-moi de vous parler un peu du tribunal anti-dumping. Beaucoup de personnes ignorent l'existence de cet organisme ou encore de la loi elle-même. La loi anti-dumping a été votée en 1969 dans le seul but de protéger nos propres entreprises contre les produits subventionnés dans d'autres pays. Voilà pourquoi nous avons voté cette loi. On y tenait compte d'un certain nombre de facteurs, par exemple la répartition des bénéfices, les prix, le volume des exportations, la productivité et l'emploi. La loi tient compte de tous ces facteurs. Enfin, au bout de huit mois, le ministre a soumis la question au tribunal anti-dumping. Qui fait partie de ce tribunal? Je vais vous le dire parce qu'il est important que les députés le sachent. Le président s'appelle Robert Bertrand, le vice-président Howard Perrigo. Les membres: Raynald Guay, A. L. Bissonnette et Margaret R. Prentis. Le tribunal pourrait compter six membres. Comme je n'en connais aucun personnellement, je ne vise personne en particulier. Je parle du principe en cause.

Si le tribunal avait conclu que oui, cette pratique nuisait à notre industrie, nuisait à nos relations, nuisait à l'emploi, à l'industrie de l'élevage et à nos marchés, le sous-ministre aurait pu frapper d'un droit spécial le bœuf importé d'Irlande, le montant de ce droit étant égal à la subvention versée, soit 38.5c. la livre. Et cette mesure aurait mis fin aux importations, et ce immédiatement.